

Le Burkina Faso face à la crise du coton

Charles Amo Yartey

Département Afrique du FMI

22 février 2008

- La production de coton a chuté au Burkina Faso, plus grand producteur de coton d'Afrique subsaharienne
- Le pays doit diffuser les techniques agricoles de pointe et encourager l'utilisation de graines à fort rendement
- La viabilité du secteur passe par la hausse de la productivité et la réduction du rôle de l'État

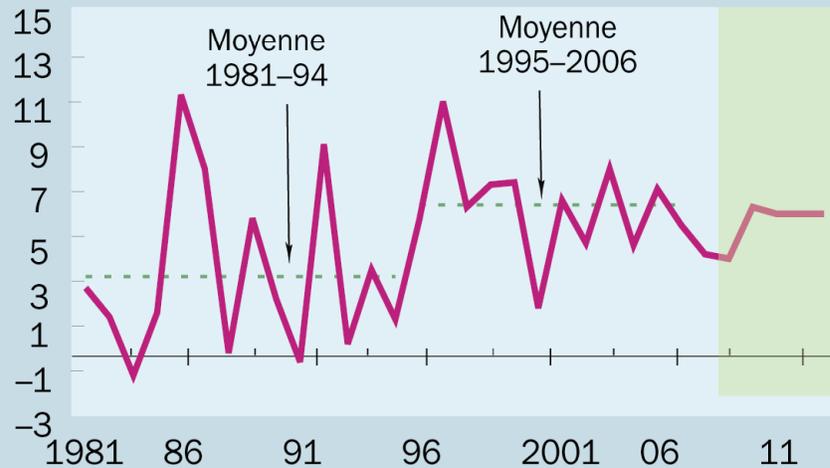
Au cours des dix dernières années, la production cotonnière a augmenté de 19 % par an au Burkina Faso, plus grand producteur de coton d'Afrique subsaharienne, ce qui a eu pour effet de stimuler la croissance du PIB (graphique 1). Le secteur du coton, toutefois, a souffert de la baisse des cours mondiaux et de la hausse de l'euro (auquel le franc CFA est arrimé) par rapport au dollar. De surcroît, les problèmes des sociétés d'égrenage ont été aggravés par un mécanisme inadéquat d'établissement des prix. Des mesures sont certes mises en œuvre pour résoudre les problèmes, mais il faudra faire davantage pour accroître la compétitivité de la filière cotonnière à long terme.

Graphique 1

Le tandem coton-PIB

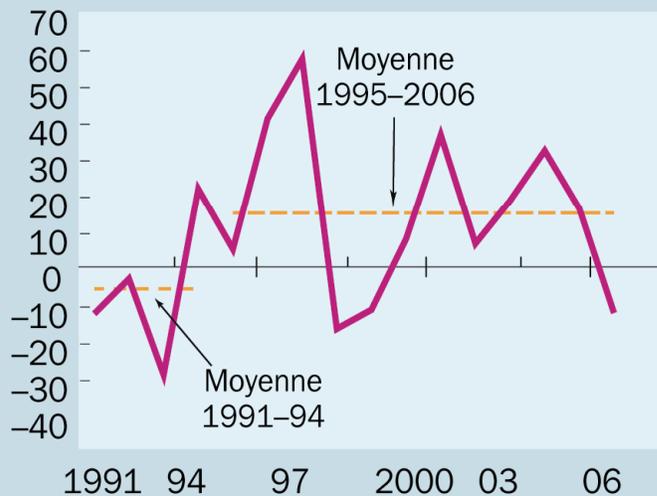
La croissance du PIB du Burkina Faso varie considérablement ...

(croissance du PIB, variation annuelle en %)



... à l'image de la production nationale de coton.

(production de coton-graine, variation annuelle en %)



Sources : autorités du Burkina Faso et estimations des services du FMI.

La place du coton dans l'économie

Le coton est une composante majeure de l'économie du Burkina Faso. Bien qu'il ne représente que 5 à 8 % du PIB, il compte pour 50 à 60 % des recettes d'exportation et constitue la principale source de devises. La part du pays dans les exportations mondiales de coton a triplé durant les dix dernières années, fait sans précédent pour un produit agricole africain. Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été obtenus en dépit de l'affaissement des cours mondiaux.

Autre considération tout aussi importante, la vente de coton-graine est la source dominante, voire la seule, de revenus liquides des cultivateurs dans de nombreuses zones rurales très pauvres. Cette activité joue donc un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. Le coton est source d'environ 700.000 emplois — détenus principalement par les ménages agricoles —, soit quelque 17 % de la population. Le développement de la culture du coton a aussi stimulé la production de céréales, en particulier celle du maïs, car les engrais achetés avec le crédit-coton sont aussi utilisés pour ces cultures. Dans les zones cotonnières, la pauvreté a diminué d'un quart.

Les raisons de la crise

Comme celle d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la filière cotonnière du Burkina Faso connaît des difficultés, principalement à cause de la baisse des cours mondiaux et de l'appréciation de l'euro. De surcroît, un mécanisme de prix rigide ayant empêché la répercussion en temps voulu de la baisse des cours sur les producteurs, les sociétés d'égrenage, qui vendent au cours mondial, ont accusé d'importantes pertes financières (graphique 2). La plus grande d'entre elles, la SOFITEX, dont l'État est en partie propriétaire, a subi des pertes dépassant 1 % du PIB. L'économie du Burkina Faso se ressent des difficultés financières du secteur du coton.

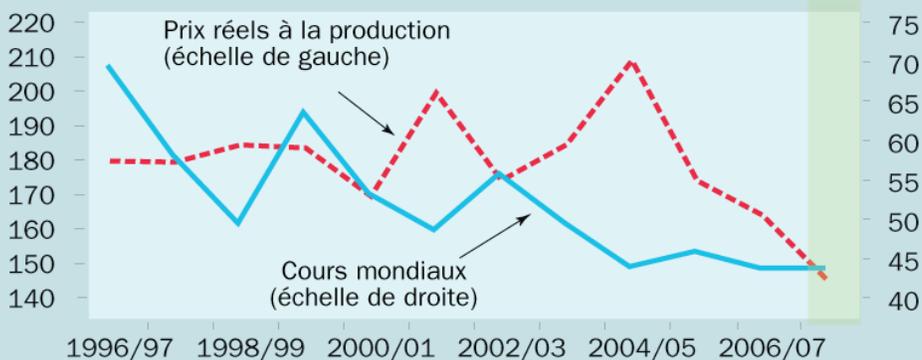
Graphique 2

Pertes financières

Au Burkina Faso, les prix intérieurs à la production étaient supérieurs aux cours mondiaux ces dernières années, ce qui a contribué aux difficultés des sociétés d'égrenage.

(francs CFA par kg)

(centimes d'euro par livre)



Source : FMI.

Au Burkina Faso, comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, d'autres facteurs menacent la viabilité de la filière cotonnière, tels que les distorsions qui sévissent dans le commerce mondial du coton sous l'effet des subventions aux producteurs (notamment aux États-Unis et en Chine) et de l'explosion de la production à faible coût dans d'autres pays en développement (comme le Brésil). Toutefois, le manque d'efficacité des sociétés d'égrenage, la faiblesse des rendements et, d'une manière générale, la lenteur de la croissance de la productivité sont vraisemblablement des facteurs plus importants.

Mesures correctives

Les responsables du secteur ont entrepris de résoudre la crise en cours. L'État a recapitalisé la SOFITEX en 2007 à un coût équivalant à plus de 1 % du PIB. Sa part dans la société d'égrenage est passée alors de 35 % à plus de 60 %, le principal actionnaire privé (DAGRIS) n'ayant pas participé à la recapitalisation.

Les autorités travaillent actuellement avec les parties prenantes et les bailleurs de fonds à une stratégie visant à réduire la place de l'État dans le secteur, à redresser la SOFITEX et à améliorer sa productivité. Les deux sociétés privées du secteur, plus petites, sont elles aussi en cours de recapitalisation.

Pour assurer la viabilité à long terme du secteur du coton, il est toutefois crucial de relever la productivité et la compétitivité de la filière. Pour cela, il faudra procéder à des réformes institutionnelles et stratégiques en vue de diffuser les techniques agricoles de pointe et d'encourager l'utilisation de graines de coton à plus fort rendement. L'adoption d'un mécanisme de détermination des prix à la production basé sur le marché, appliqué pour la campagne 2007/08, est une étape cruciale vers la viabilité du secteur. Le nouveau mécanisme aligne les prix intérieurs à la production sur les cours mondiaux, ce qui permet de laisser les producteurs assumer une partie des risques.

Toutefois, le prix plancher à la production fait l'objet d'un lissage — son calcul repose sur une moyenne quinquennale des cours mondiaux — destiné à limiter les fluctuations de prix auxquelles sont confrontés les producteurs, qui ne disposent pas d'un accès aisé au crédit. Une réduction de 5,1 % est alors appliquée à la moyenne pour protéger le fonds de lissage, créé pour amortir les déviations de grande ampleur entre les prix effectifs et le prix plancher à la production. Lorsque les cours mondiaux sont bas, le fonds verse de l'argent aux sociétés d'égrenage. Lorsqu'ils augmentent, le fonds reconstitue ses ressources.

Le bilan des activités des fonds de lissage africains n'est pas positif. Au Burkina Faso, l'absence de marchés bien développés dans le domaine du crédit, des assurances et des instruments à terme peut justifier l'existence d'un fonds de lissage d'un point de vue économique. Il faudrait toutefois améliorer les règles de détermination des prix pour que le fonds soit en mesure de s'autofinancer dans la plupart des cas de figure imaginables. Les bailleurs de fonds et les parties prenantes de la filière cotonnière travaillent sur le sujet. Les travaux techniques en cours comprennent des mesures visant à atténuer les effets négatifs sur la production de coton et les revenus des cultivateurs.

L'avenir du secteur

Le nouveau mécanisme de fixation des prix a ramené le prix plancher à la production de 165 francs CFA le kg en 2006/07 à 145 francs en 2007/08. Si les cours mondiaux se maintiennent à leur niveau actuel durant les prochains mois, les sociétés d'égrenage devraient parvenir au niveau d'équilibre durant l'exercice et les cultivateurs pourraient tirer une petite prime de la différence entre prix plancher et prix de vente effectif. Selon les prévisions, la production de coton chutera de plus de 25 % en 2007/08 par rapport à 2006/07 en raison de conditions météorologiques défavorables, mais devrait rebondir en 2008/09.

Il est crucial d'améliorer la productivité du secteur du coton du Burkina Faso pour le rendre compétitif. Les essais de cultures à base de semences à haut rendement font apparaître des gains de productivité de 19 à 30 % et un surcroît de revenus estimé en moyenne à quelque 70 dollars par hectare. Il reste maintenant à mettre ces semences à la disposition des producteurs. Pour accroître les rendements, il faudra aussi déterminer plus précisément qui prendra en charge — et comment — le coût des services de recherche et de vulgarisation agricoles. Enfin, la hausse des rendements exige une bonne connaissance des techniques agricoles optimales, ainsi que la conception et la mise en œuvre de mesures d'incitation aptes à convaincre les cultivateurs d'appliquer les recommandations des techniciens.

Il faut recourir à des stratégies de couverture fondées sur le marché pour limiter les risques financiers. En théorie, l'utilisation d'instruments de couverture basés sur le marché est possible non seulement au Burkina Faso mais dans l'ensemble de l'Afrique occidentale. Toutefois, de nombreux problèmes pratiques subsistent. À l'heure actuelle, les instruments de couverture et les marchés à terme sont peu utilisés en Afrique de l'Ouest, mais il est possible d'effectuer des opérations de vente à terme et de couverture de risque de change. L'accroissement des exportations de coton provenant de pays autres que les États-Unis permet d'espérer un essor durable des contrats mondiaux à terme sur le coton.

Il convient de réduire progressivement le rôle de l'État burkinabé dans le secteur du coton. Une des leçons de la crise est que la SOFITEX, du fait de sa taille (85 % de la production), met en péril la viabilité financière de la filière. À moyen terme, on pourrait envisager de rééquilibrer le poids relatif des diverses sociétés cotonnières.

Par ailleurs, en tant que principal actionnaire de la SOFITEX, l'État doit intervenir en cas de chocs — un lourd fardeau pour les finances du pays. Les autorités ont approuvé une stratégie visant à réduire la participation de l'État dans la SOFITEX de sorte qu'elle puisse fonctionner efficacement, comme une entreprise privée. L'effacement de l'État dans la filière cotonnière ne signifie pas nécessairement un désengagement total : les pouvoirs publics ont, par exemple, un rôle important à jouer dans le domaine de la réglementation en raison du manque de capacités et des lacunes des structures institutionnelles.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey